

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63131

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Tous les éléments apportés par cet ouvrage donnent un éclairage nouveau à la vie intérieure d'une dictature au XX<sup>e</sup> siècle et à sa normalité, toute faite d'adhésion et de contraintes, d'un mélange de fiction, de faits réels et de la canalisation de souvenirs: un matériau qui permet de mieux saisir les causes de la longue stabilité de l'État est-allemand.

Anne-Marie CORBIN, Le Mans

Karin URSELMANN, *Die Bedeutung des Barbie-Prozesses für die französische Vergangenheitsbewältigung*, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 2000, 301 p. (Moderne Geschichte und Politik, 16).

On ne peut que spéculer sur le nombre de lecteurs d'une thèse, même si celle-ci, soutenue à Augsburg en 1999, a pu bénéficier d'une publication dans une maison d'édition de renom. En effet, le titre est par lui-même éloquent et concerne ce fameux «passé qui ne passe pas» qui, de 1983, date de la remise de Klaus Barbie aux autorités judiciaires françaises par le gouvernement bolivien jusqu'à son procès le 11 mai 1987, fut replacé en pleine lumière. De cette thèse, nous ne retiendrons pas ce qui représente les chefs d'accusation, une page n'y suffirait pas, c'est-à-dire, en premier, les atrocités commises par celui qui dès novembre 1942, devint le chef de la *Gestapo* de Lyon, Abteilung IV, située à l'Hôtel Terminus: car, ce qui intéressait avant tout les anciens résistants et une bonne partie de «l'opinion éclairée» c'était de connaître enfin la vérité sur l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943, et les circonstances de sa mort. René Hardy, le seul qui avait pu échapper à ce coup de filet, dans des conditions suspectes aux yeux de certains résistants, avait-il réellement trahi et livré à Barbie Jean Moulin et ses compagnons, ou bien pouvait-il être définitivement lavé de tout soupçon?

Si une partie de l'opinion publique et les organisations de Résistance attendaient du procès du «boucher de Lyon» que justice soit faite, et que leurs témoignages aient aussi valeur pédagogique pour les générations nées après la guerre, ne pouvait-on également s'attendre à un déballage d'affaires douteuses venant détruire le mythe du résistancialisme? Que dire de l'étouffement, du rejet conscient de l'attitude pas toujours brillante des Français pendant l'occupation et du rôle de Vichy (et de ses organes d'exécution) dans la persécution des Juifs, dont on tendait à oublier ou méconnaître l'ampleur?

Cependant, par étapes, en particulier depuis le début des années 1970, avec comme événement perturbateur la sortie du film de Max Ophüls «le Chagrin et la Pitié», le fragile consensus souhaité par de Gaulle pour restaurer l'unité nationale commença à se fissurer. Ce ne furent pas les ouvrages historiques français ou anglo-saxons qui parurent au cours de ces années qui eurent le plus d'impact mais les révélations sur le cas Touvier par exemple et les nombreux films (on pense à Patrick Modiano) qui traitèrent des années 1940-1944 sans glorification.

Et puis, comme l'a précisément analysé Karin Urselmann, des personnalités telles que Serge Klarsfeld et sa femme Beate entamèrent une série d'actions médiatiques pour que soient traduits régulièrement en justice les responsables allemands des persécutions opérées en France contre les Juifs: malgré bien des blocages allemands, Lischka, H. Hagen, E. Heinrichsohn, à l'efficacité redoutable, finirent par être condamnés à des peines de prison en 1979. La communauté juive, si hétérogène et plutôt réservée jusqu'à alors, prit conscience de la non réparation des torts découlant de la guerre par elle subis et, sur un plan moral et historique, de l'attention secondaire accordée aux victimes de la Shoah, situation qui, en fait, découlait aussi d'une interprétation quelque peu spéculative de la politique de Vichy. En suivant un découpage thématique et chronologique, K. Urselmann, analysant la presse tant française qu'allemande, souvent mordante à l'égard de ce retour d'une certaine mémoire, reconstitue clairement le processus moral qui conduira au procès Barbie. Et ceci impliquait nombre d'obs-

tacles juridiques car déjà deux fois condamné à mort par contumace, en 1952 et 1954, il serait cette fois accusé de crime contre l'humanité. Rappelons que cet ouvrage est élaboré dans le cadre universitaire allemand et ne vise qu'un cercle de lecteurs de langue allemande, alors que le cœur de son sujet de fait, par le biais du procès de Klaus Barbie, peut-être aussi un rappel iconoplaste des aspects les plus déplaisants de la collaboration. Mais le ton rigoureusement objectif de ce travail méthodique, évite l'écueil de la polémique alors que l'exploitation très poussée des innombrables commentaires suscités par le cas Barbie et son procès met en pleine lumière les remous et diatribes qu'il a pu susciter. L'écrasante personnalité du célèbre avocat de Barbie, Me Jacques Vergès, est omniprésente et l'auteur a su rappeler ce qu'aurait pu, mais n'a pas réalisé sa plaidoirie: perturber et déstabiliser les témoins de la défense: Résistants survivants des séances de torture des Barbie et consorts, rares rescapés des camps de la mort, enfants des déportés et fusillés, mais aussi philosophes, écrivains, intellectuels, journalistes et grands juristes ont occupé l'actualité des années qui séparent l'arrivée de K. Barbie en France et son procès. Toutefois, malgré la médiatisation de cette affaire, malgré la volonté officielle de faire figurer dans l'enseignement scolaire les années noires de l'occupation, malgré l'émotion soulevée par l'implication de Français dans des drames tels que l'arrestation des enfants d'Izieu, qu'en retiendra l'opinion publique? A l'issue de ce procès comparable en certains points à celui d'Eichmann, Karin Urselmann estime que l'impact fut considérable sur la »maîtrise de la mémoire«, qu'une étape décisive était franchie permettant enfin de regarder en face le présent, et de s'ouvrir à la repentance. Si elle avait élargi sa vision des choses en évitant de s'abriter derrière les opinions de certaines personnalités, elle aurait perçu les limites que connaîtrait la repentance.

Marcel SPIVAK, *Les Lilas*

Archives nationales, Archives historiques de la Caisse centrale de crédit coopératif. Répertoire numérique détaillé par Sabine LECUYER, sous la direction d'Aude ROELLY, Paris (Archives nationales) 2000, 639 S.

Während französische Unternehmen erst in den siebziger Jahren damit begannen, eigene Unternehmensarchive zu errichten, gründete das Nationalarchiv schon 1949 unter der Leitung von Bertrand Gille die Abteilung Wirtschaftsarchiv und begann mit der Aufbewahrung und Erschließung von Unternehmensbeständen<sup>1</sup>. Im Zuge der sozialistischen Kulturpolitik in den achtziger Jahren wurde das Centre des Archives du Monde du Travail in Roubaix errichtet, das 1993 eröffnete und bereits 1995 eine Bestandsübersicht publizierte<sup>2</sup>. Nun legt dieses vom Nationalarchiv betreute Wirtschaftsarchiv für den 1996 als Depositum aufgenommenen Unternehmensbestand der Caisse Centrale de Crédit Coopératif erstmals auch ein gedrucktes Findbuch vor. Die Caisse Centrale de Crédit Coopératif wurde 1938 als genossenschaftliche Zentralkasse mit dem Ziel gegründet, die sachgerechte Verteilung staatlicher Kredite an Genossenschaften, die keinerlei Kredithilfen von der Caisse Nationale de Crédit Agricole oder der Chambre syndicale des Banques Populaires erhielten, sicherzustellen.

- 1 Zu französischen Unternehmensarchiven siehe R. NOUGARET, S. DEUTSCHBEIN, Wirtschaftsarchive und Unternehmensgeschichte in Frankreich, in: *Archiv und Wirtschaft* 31 (1998) S. 180–192. Dort auch weitere Literatur. Zu den wirtschafts- und unternehmensgeschichtlich relevanten Beständen des Nationalarchives: *Archives Nationales* (Hg.), *État sommaire des archives d'entreprises conservées aux Archives Nationales*, t. I–III, Paris 1957–1995.
- 2 *Archives Nationales* (Hg.), *Les Archives du Monde du travail. Actes du XXXIII<sup>e</sup> congrès des archivistes français*, Paris 1995.